



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 20/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACTION LOGISTICS FRANCE

18-26 rue Goubet
75019 Paris

Références : CC/2024-0671
Code AIOT : 0003700515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement ACTION LOGISTICS FRANCE implanté ZAC GRAND SUD LOGISTIQUE 82370 Labastide-Saint-Pierre . L'inspection a été annoncée le 02/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACTION LOGISTICS FRANCE
- ZAC GRAND SUD LOGISTIQUE 82370 Labastide-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0003700515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ACTION Logistics est la plateforme logistique de l'enseigne ACTION pour le Sud-Ouest. Il a pour vocation de réceptionner et expédier les marchandises vers les magasins de l'enseigne. Il

réalise également le remisage et stockage des invendus et des produits saisonniers. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 23/01/2017 complété le 27/07/2021.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Mise à jour du plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I	Demande d'action corrective	3 mois
10	Mise à jour des scénarios incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I	Demande d'action corrective	3 mois
11	Dispositif de détection incendie dans un bâtiment couvert	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.C	Demande d'action corrective	3 mois
12	Extinction automatique incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.II.B	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Sans objet
5	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.1.2	Sans objet
6	Interdiction de stockages en contenant fusibles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A	Sans objet
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 8	Sans objet
8	Étude des effets	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	thermiques		
13	Surveillance permanente des installations	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant gère convenablement la plateforme logistique. Il connaît les réglementations applicables notamment sur les sujets entrepôts et stockage de liquides inflammables, qui ont été largement renforcées depuis l'accident de Rouen en 2019.

Les demandes formulées à l'issue de l'inspection doivent permettre :

- d'améliorer le rendu des états des stocks en cas de crise et de mieux identifier les produits à risque particulier,
- d'étoffer le contenu du Plan de Défense Incendie (PDI) du site afin de consolider l'organisation du site en cas d'incendie et de vérifier l'adéquation des moyens incendie disponibles au regard des liquides inflammables stockés sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance</p>
Constats :

<p>L'exploitant (ACTION Logistics) dispose d'une base de données générique pour tous ses entrepôts logistiques comprenant l'ensemble des références des produits commercialisés par le groupe. Cette base de données contient également les fiches de données de sécurité (FDS) de chaque produit.</p> <p>L'exploitant dispose d'un logiciel de gestion (SAP) qui lui permet de connaître à tout instant les références des produits stockés dans son entrepôt qui se basent sur les entrées / sorties quotidiennes (bon de livraison) grâce à un système de scan des produits entrant et sortant.</p> <p>L'exploitant a présenté en séance les éditions sous format tableur du stock du jour:</p> <ul style="list-style-type: none"> –un état des stocks exhaustif comprenant pour chaque référence: les mentions de dangers, la rubrique ICPE, l'emplacement dans l'entrepôt, le volume unitaire, –un état des stocks comparatif par rubrique permettant de s'assurer que les volumes / tonnages stockés respectent les seuils autorisés dans l'arrêté préfectoral. <p>Ces états de stock sont transmis tous les matins au PC sécurité du site.</p> <p>Les FDS sont également disponibles via la consultation de l'intranet du groupe (accessible au PC sécurité) ou sur une clé USB mise à jour régulièrement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Comme indiqué dans cet article, les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les <u>stockages de piles ou batteries</u>, doivent figurer spécifiquement sur les états des stocks. L'exploitant doit améliorer, sous 3 mois, le rendu de ses états des stocks pour les faire figurer spécifiquement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : État des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance l'édition, sous format tableur, d'un état des stocks simplifié et vulgarisé qui répond globalement aux attentes de cet article.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'état des stocks vulgarisé doit être amélioré, sous 3 mois, en précisant la mention « dangereux » afin de spécifier quel type de dangers est associé aux produits stockés (danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – fréquence de mise à jour
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué dans la fiche n°1, l'état des stocks est mis à jour en temps réel à chaque entrée (déchargement camion) et sortie (chargement camion) quelle que soit la référence produit et sa dangerosité. L'état des stocks est disponible au PC sécurité.</p> <p>Le PC sécurité dispose de panneaux d'affichage sur lesquels les plans du site sont disponibles.</p> <p>L'exploitant indique réaliser un inventaire physique 2 fois par an.</p> <p>Les liquides et solides liquéfiables combustibles ne sont pas comptabilisés spécifiquement (pas d'identification possible avec les colonnes disponibles dans l'extraction sous format tableur de l'état des stocks exhaustif).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, améliorer le format de sa base de données et les extractions disponibles afin de pouvoir identifier spécifiquement les liquides et solides liquéfiables combustibles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1.</p>
<p>Constats :</p> <p>La base logistique ACTION a été autorisée par arrêté préfectoral du 23 janvier 2017 (dossier déposé en 2016) modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juillet 2021. Les activités sont soumises à enregistrement pour la rubrique 4331 (stockage de liquides inflammables de catégorie 2 et 3) et pour la rubrique 1510 (entrepôt).</p> <p>Selon le «guide de lecture des textes relatifs aux liquides inflammables – partie E» de décembre 2022, les installations sont considérées comme des «installations nouvelles E 4331-4734 avant 2022». Le socle des dispositions réglementaires applicables, sur le sujet «liquides inflammables» est donc l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 selon les dispositions fixées aux annexes VII et XI.</p> <p>L'exploitant a réalisé une veille réglementaire avec l'appui d'un prestataire extérieur et a produit un récolement aux deux arrêtés ministériels applicables sur le site:</p> <ul style="list-style-type: none"> – AM du 01/06/2015 pour la rubrique 4331 à enregistrement – AM du 11/04/2017 pour la rubrique 1510 (site à autorisation, enregistrement ou déclaration) <p>Un plan d'actions est en cours pour mettre en conformité le site avec l'ensemble des prescriptions techniques de ces 2 arrêtés ministériels.</p> <p>Les constats réalisés le jour de l'inspection, sur la base notamment de l'état des stocks disponible, montrent que:</p> <ul style="list-style-type: none"> – le site ne dispose pas de réservoirs fixes, – les quantités de liquides inflammables en récipients mobiles sont très inférieures à 100 tonnes.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Situation administrative

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.I.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative – seuil des 100 et 1000 T</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p>

<p>Constats :</p> <p>À partir des tableaux mentionnés à la fiche n°1, l'inspection a pu vérifier que les tonnages de produits comprenant les phrases de risque H224, H225, H226 et HP3 sont largement inférieurs à 100 tonnes.</p> <p>L'arrêté du 24 septembre 2020 n'est donc pas applicable sur ce site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Interdiction de stockages en contenant fusibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Interdiction de stockages en contenant fusibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p> <p>B.-Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027.</p> <p>C.-Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les produits stockés sur le site ont des volumes unitaires maximum de 5 litres.</p> <p>Les constats, réalisés par sondage, lors de la visite du site confirment cette information.</p> <p>Les interdictions présentées dans cet article sont sans objet pour ce site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : État des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 8</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, mises en œuvre, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences</p>

directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion, toxique). L'exploitant dispose d'un plan général de l'installation indiquant ces différentes zones.
Constats : Le plan disponible en page 26 du Plan de Défense Incendie (PDI) du site répond aux attentes de cet article. Ce plan pourrait être amélioré pour une meilleure compréhension visuelle des enjeux et de la localisation des risques incendie et explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Étude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI
Thème(s) : Actions nationales 2024, Étude des effets thermiques
Prescription contrôlée : Ces dispositions ne sont pas applicables : <ul style="list-style-type: none"> - aux stockages extérieurs, lorsque les récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure soit situé à une distance au moins égale à 20 mètres des limites des sites ; - aux stockages en bâtiments, lorsque les parois des bâtiments lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de sites. - aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation. <p>I- L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2024 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration.</p> <p>En ce qui concerne les stockages extérieurs de récipients mobiles, cette étude est réalisée</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les conditions d'aménagement des stockages sont conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario portant sur l'incendie de chaque îlot ; - lorsque les conditions d'aménagement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario d'incendie généralisé à tous les îlots et autres stockages de liquides inflammables dans le champ de présente annexe, y compris en bâtiments, susceptibles d'être atteints par des effets dominos (seuil des effets thermiques 8kW/m²). <p>II.-Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/m² en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre.</p>

<p>Constats :</p> <p>Une étude des flux thermique a été réalisée en novembre 2022 en réponse à l'arrêté ministériel du 11/04/2017 pour les entrepôts. Cette étude s'appuie sur l'étude de dangers présente dans le dossier de demande d'autorisation déposé en 2016. Les modélisations ont été réalisées à partir du logiciel Flumilog.</p> <p>Pour ce qui concerne les liquides inflammables, l'étude présente bien le scénario sur la cellule «produits dangereux 1» (scenarior I8). Il se base sur l'étude des flux thermiques sur une cellule de liquides inflammables (module spécifique dans Flumilog).</p> <p>L'étude conclut à l'absence d'effets thermiques d'une intensité 8 kW/m² en dehors des limites de propriété du site pour l'incendie de la cellule «produits dangereux 1».</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Mise à jour du plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise à jour du plan de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ; - la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ; - la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ; - la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ; - la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ; - la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction ; - l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14. <p>Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels</p>

s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant a transmis un exemplaire du Plan de Défense Incendie (PDI) daté du 22 février 2024. Dans ce document, l'exploitant indique que le PDI est réalisé en réponse aux exigences de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (entrepôt). Or, des exigences supplémentaires sont fixées pour le stockage de liquides inflammables (autorisation ou enregistrement) comme indiqué dans cette fiche et la suivante.

À l'examen de ce PDI, il apparaît que les points suivants sont bien traités:

- le schéma d'alerte,
- l'organisation (heures ouvrées / hors heures ouvrées) en cas d'incendie,
- l'attestation de conformité du système d'extinction automatique.

En revanche, le PDI doit être amélioré pour répondre aux attentes spécifiques suivantes pour la cellule «produits dangereux 1» et le quai de déchargement dédié situé à proximité:

- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction;
- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc.;
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction;
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction;
- les protocoles d'aide mutuelle ou conventions si concerné.

et de façon générale (points communs aux 2 arrêtés ministériels LI et entrepôts):

- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son plan de défense incendie sous un délai de 3 mois pour répondre aux exigences de cet article.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Mise à jour des scénarios incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise à jour des scénarios incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios de référence suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article 14 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'extérieur d'un bâtiment ; 2. feu dans une rétention, surface déduite des réservoirs aériens, implantée à l'extérieur d'un bâtiment ; 3. feu de récipients mobiles ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté, implantés à l'extérieur d'un bâtiment ; 4. feu d'engin de transport de récipients mobiles (principalement les camions et chariots élévateurs) ; 5. feu de récipients mobiles, stockés dans un bâtiment ; 6. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment ; <p>Chacun de ces scénarios est supposé nécessitant les moyens les plus importants que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ; - la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ; - la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation ; <p>Le dimensionnement correspond à l'extinction d'un incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un délai maximal de trois heures après le début de l'incendie, pour les scénarios de référence 1,2 et 3 ; - dans un délai maximal de deux heures après le début de l'incendie, pour le scénario de référence 4 ; - dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les scénarios de référence 5 et 6. <p>Le plan de défense incendie ainsi que ces mises à jour est tenu à la disposition de l'inspection des installations Il est transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est concerné par cet article uniquement <u>pour la cellule « produits dangereux 1 » et le quai de déchargement dédié</u> situé à proximité.</p> <p>Les exigences de cet article n'ont pas été détaillées en séance.</p> <p>Toutefois, dans l'étude de dangers, il apparaît que les besoins en eau ont été calculés sur la plus grande cellule de l'entrepôt (qui n'est pas la cellule inflammable). De plus, il apparaît que la cellule « produits dangereux 1 » et le quai de déchargement dédié disposent d'un système d'extinction complété par de la mousse contrairement à toutes les autres cellules. Ces spécificités</p>

n'apparaissent pas spécifiquement dans l'étude de dangers du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant vérifiera, sous 3 mois, que l'ensemble des scénarios en lien avec le stockage de liquides inflammables (cellule « produits dangereux 1 » et quai de déchargement) a bien été pris en compte avec les bons délais de référence tel qu'indiqué dans cet article et que la stratégie et les besoins en eau et en mousse sont bien dimensionnés également. Pour le scénario relatif au feu de camions, la stratégie doit a minima considérer la possibilité d'un feu survenant au niveau des zones de stationnement à l'intérieur du site (dans le cas où les camions sont chargés) ainsi qu'au niveau des zones de chargement / déchargement. Ces éléments seront portés à la connaissance de l'inspection des installations classées et intégrés dans le PDI du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Dispositif de détection incendie dans un bâtiment couvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.C
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositif de détection incendie dans un bâtiment couvert
Prescription contrôlée : Les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ainsi que les locaux techniques et les bureaux situés à une distance inférieure à 10 mètres sont équipés d'un dispositif de détection incendie qui actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cubes de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cubes est limitée au strict besoin d'exploitation. Pour les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique prévu au II de l'article 14. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.
Constats : La détection incendie installée sur le site comprend plusieurs technologies différenciées. Pour la cellule « produits dangereux 1 », le système installé est de la détection par aspiration. Ce système est distinct du système d'extinction automatique incendie. L'inspection a pu examiner les différents rapports réalisés par le prestataire externe chargé de la maintenance de cette détection incendie notamment les rapports d'août 2023 et de décembre

<p>2023.</p> <p>En parallèle, le prestataire externe a également procédé aux tests et maintenance des portes coupe-feu. Le rapport du 02/03/2024 a été présenté en séance. Il indique notamment un problème sur la porte coupe feu séparant la cellule «produits dangereux» de la cellule 1 «tout venant 1510».</p> <p>L'exploitant s'est engagé lors de la prochaine maintenance à faire réaliser un test complet de la chaîne (détection + fermeture des portes coupe-feu) en faisant intervenir les 2 prestataires le même jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre, sous 3 mois, la preuve de la réparation de la porte coupe-feu qui présentait un problème lors du dernier contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Extinction automatique incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.II.B</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Extinction automatique incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés (liquides inflammables, liquides et solides liquéfiables combustibles) est mis en place dans chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant d'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans le plan de défense incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. Le plan de défense incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.</p> <p>Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé, entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>Son efficacité est qualifiée et vérifiée par un organisme reconnu compétent dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification délivrée par l'organisme précise que l'installation est adaptée aux matières stockées et à leurs conditions de stockage. Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie.</p> <p>Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En ce qui concerne les moyens incendie, le site dispose:</p> <ul style="list-style-type: none"> –d'un système d'extinction automatique à l'eau dans toutes les cellules,

<p>–d'un système d'extinction automatique par mousse dans la cellule «produits dangereux cellule 1» et au niveau du quai de déchargement dédié situé à proximité.</p> <p>Le local technique (motopompes) a été vu lors de la visite.</p> <p>Le site dispose d'une cuve de 1200m³ (commune au système d'extinction automatique et aux poteaux incendie).</p> <p>Le dernier rapport de maintenance (février 2024) du système d'extinction automatique a été vu en séance. Il fait état de plusieurs alertes (système en situation potentielle d'échec, besoins hydrauliques non couverts, des reports d'alarme qui n'ont pas fonctionné...).</p> <p>Le certificat de conformité NFPA13 délivré à l'installation (2017) est bien présent dans le plan de défense incendie. En revanche, l'ensemble des documents de dimensionnement de l'installation n'est pas présent dans le PDI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, indiquer les dispositions prises pour répondre aux manquements identifiés dans le rapport de contrôle de l'extinction automatique installée et mettre à jour le PDI avec les éléments de dimensionnement du système d'extinction automatique en détaillant bien les 2 types (eau et mousse) conformément aux exigences de cet article.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Surveillance permanente des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance permanente des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation, une surveillance de l'installation est mise en place par gardiennage ou télésurveillance. Cette disposition n'est pas exigée aux stockages extérieurs de moins de 600 mètres cubes d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p> <p>Cette disposition n'est également pas applicable aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait appel à un prestataire extérieur pour assurer le gardiennage et la surveillance du site. Ce prestataire est présent 24 h/24 sur le site au sein du PC sécurité (2 personnes en permanence).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu discuter avec le personnel présent. Les différentes procédures</p>

et documents disponibles au PC sécurité ont été présentés. Interrogé sur leurs missions en cas d'alerte, d'alarme ou de crise, le personnel a su répondre à toutes les questions de façon claire et adaptée.

Type de suites proposées : Sans suite